Introduction

À l'origine de ce livre, il y a un discours, celui que Fidel Castro a prononcé le 17 novembre 2005 à l'Université de la Havane. Ce discours porte sur le socialisme et affirme que celui-ci peut disparaître. Au vu de ce qui s'est passé avec l'effondrement de l'URSS et des pays satellites européens, l'affirmation relève de l'évidence, mais elle concerne Cuba, l'île qui a, seule contre tous ou presque, persévéré dans son choix du socialisme. De surcroît, ce discours brosse un portrait de la situation cubaine d'une telle sévérité qu'il aurait dû réjouir les habituels dénigreurs du « régime ». Et puisque, au même moment, en France et dans le monde, la question du devenir de Cuba est limitée à l'après-Castro, l'analyse critique du principal intéressé aurait dû captiver l'attention des « spécialistes » des grands médias. Bien sûr, il n'en fut rien. Et ce discours passa inaperçu.

La cause est déjà tellement entendue : le socialisme cubain – cette « anomalie », disait Aznar l'ancien premier ministre espagnol qui ne cachait pas ses sympathies franquistes– ne devrait pas survivre à son « dictateur ». Car c'est ainsi que le consensus politico-médiatique a coutume de caricaturer celui dont Ignacio Ramonet a dit à juste raison : *« Peu d'hommes ont connu la gloire d'entrer de leur vivant dans l'histoire et la légende. Fidel Castro est l'un d'eux. Il est le dernier « monstre sacré » de la politique internationale. Il appartient à cette génération d'insurgés mythiques – Nelson Mandela, Ho Chi Minh, Patrice Lumumba, Amilcar Cabral, Che Guevara, Carlos Marighela, Camilo Torres, Medhi Ben Barka - qui, à la poursuite d'un idéal de justice, se sont lancés, après la Seconde Guerre mondiale dans l'action politique avec l'ambition et l'espoir de changer un monde d'inégalités et de discriminations marqué par le début de la guerre froide entre l'Union soviétique et les états-Unis*[1]*. »*

Quand Fidel Castro et le peuple cubain renversent le dictateur Batista en 1959, Cuba était une colonie de fait des États-Unis auxquels tous les pouvoirs devaient faire allégeance. Après quarante-huit ans de Révolution, les Cubains sont maîtres de leur avenir. Il est possible

que le socialisme ne survive pas, comme le dit Fidel Castro dans son discours à l'Université, mais ce qu'il adviendra du socialisme dépend des Cubains et d'eux seuls. L'île est souveraine.

> *« Toute cette situation (disparition du camp socialiste et effondrement de l'URSS) a conduit l'impérialisme à un énorme triomphalisme, a conduit au scepticisme de nombreuses forces progressistes et de gauche dans le monde. Vous avez des gens qui préféreraient mourir d'opportunisme plutôt que rappeler qu'ils ont milité dans un parti communiste, qui ont peur d'y avoir milité, qui ont peur de l'immense honneur d'y avoir milité. En effet militer dans un parti communiste quelles que soient les erreurs qu'il commette, sera toujours le plus grand honneur, car une chose est de militer dans un parti des pauvres et autre chose dans les partis et les clubs de millionnaire et de pillards. Vous pouvez accuser les communistes de n'importe quelle erreur, mais pas en tout cas d'être des exploiteurs de l'homme par l'homme, mais pas d'avoir appuyé l'exploitation de l'homme par l'homme. »* (Fidel Castro, le 26 juillet 1991).

L'obstination que met Fidel Castro à affirmer que le capitalisme est invivable s'ancre sur deux idées fortes : la première est la situation du Tiers-monde auquel Cuba appartient ; la seconde est que l'être humain est capable de s'autodétruire, que le capitalisme est la voie de cette autodestruction, en entretenant un état de guerre permanent dont l'enjeu est la survie de l'espèce.

Ce questionnement vient de loin.

Quelques mois après le discours de Fidel Castro à l'Université, les Ediciones Sociales présentent à la Foire du livre de La Havane, en février 2006, un inédit que beaucoup attendaient avec impatience : des réflexions économiques de Che Guevara. À partir de la critique d'un manuel soviétique d'économie politique, qui s'était imposé comme un ouvrage de vulgarisation à tous les pays socialistes, Che Guevara aborde la manière dont, à la suite de la NEP, les phénomènes mercantiles avaient profondément pénétré les mentalités en Union soviétique. Tout en prenant en compte, comme ne cesse de le faire Fidel Castro, le rôle essentiel

de l'URSS, en centrant sa critique sur la recherche de solutions et non sur une dénonciation stérile, le Che montre comment au dogmatisme stalinien a succédé l'abandon de toute réflexion théorique et des principes[2]. L'expérience soviétique a été critiquée par la droite, par la contre-révolution sur laquelle se sont alignés beaucoup de communistes européens, à commencer par les dirigeants du PCF. De Cuba parvient au contraire une critique révolutionnaire, dans le prolongement de celle du Che, enrichie par l'expérience. Sommes-nous capables de l'entendre ?

Cuba bénéficie en effet d'une expérience irremplaçable. Les approches théoriques et les analyses émanant de la part de ses intellectuels méritent d'être connues, même si le bouillonnement des années soixante a été refroidi par les années grises de « soviétisation », et surtout par le combat toujours dans l'urgence contre le plus impitoyable des ennemis. Au moment où le projet socialiste émerge à nouveau en Amérique latine, les Cubains ont beaucoup à nous dire.

Nous avons découvert en étudiant la révolution cubaine un processus de rectification permanent, après nous être intéressé en particulier à trois périodes : l'effervescence des années 1960, la rectification des années 1980 et celle d'aujourd'hui. Il faudrait prolonger la réflexion que nous tentons ici, en développant un certain nombre de recherches sur des questions comme le parti révolutionnaire, l'agriculture, la productivité socialiste en général, l'homme nouveau, etc. Toujours, le lecteur le verra , nous sommes confrontés à l'originalité du socialisme cubain, marxiste-léniniste, martinien, fidéliste et guévariste, dans le contexte d'un pays du tiers-monde.

Le socialisme : une alternative y compris dans un monde développé, en Europe, en France ?

Il ne faut jamais danser sur l'air que vous joue l'ennemi, disent les Cubains, et il y a deux manières de le faire : la première serait de ne pas réfléchir aux obstacles réels, aux problèmes qu'a posé et que continue de poser l'édification du socialisme ; la seconde est de le faire dans les termes imposés par l'adversaire. Il est clair que la gauche européenne, les communistes, n'ont évité aucun de ces écueils. Nous n'avons pas réellement réfléchi à l'expérience socialiste. Il y a un déficit théorique et politique.

Le déclin qui frapperait la France, tout comme le retour aux valeurs autoritaires les plus réactionnaires pour endiguer les « périls », thèses entérinées par la droite comme par la gauche, manifestent l'adoption démagogique d'une conception du maintien de l'ordre social tel qu'il est face à une France traditionnellement rebelle. Nous serions comme les petits-bourgeois ruinés, hostiles d'abord au prolétariat dont nous risquons de partager le destin, comme le « petit Blanc », à qui il sied toujours de frapper celui qui ne le mérite pas parce que ses coups partent plus aisément vers le plus faible, plus malheureux que lui.

À cette France, on pourrait adresser ces phrases de José Martí, par lesquelles débute le texte « Notre Amérique » dont chaque enfant cubain est pénétré : « *Le villageois vaniteux croit que le monde entier est son village,et, pourvu qu'il en reste le maire ou qu'il mortifie le rival qui lui a chipé sa fiancée, ou que ses économies croissent dans sa cagnotte, il tient pour bon l'ordre universel, sans rien savoir des géants qui ont sept lieues à leurs bottes et peuvent lui mettre la botte dessus, ni de la mêlée dans le ciel des comètes qui vont par les airs, endormies, engloutissant des mondes. Ce qu'il reste de village en Amérique doit s'éveiller. Notre époque n'est pas faite pour se coucher le foulard sur la tête, mais les armes en guise d'oreiller, à l'instar des vaillants de Juan de Castellanos : les armes du jugement, qui vainquent les autres. Tranchées d'idées valent mieux que tranchées de pierre. Nulle proue n'est capable de fendre un nuage d'idées. Une idée énergique que l'on fait flamboyer à temps à la face du monde stoppe, telle la bannière mystique du jugement dernier, une escadre de cuirassés. Les peuples qui ne se connaissent pas doivent se connaître, tels ceux qui vont se battre côte à côte*[3]. »

Nous ne pouvons pas ignorer ce qui se commet en notre nom, d'un point de vue moral, et aussi parce qu'à l'inverse de la période coloniale nous n'en tirons pour nous-mêmes qu'appauvrissement et restriction de nos libertés. « *Mais il est clair que nous ne poussons pas la naïveté jusqu'à croire que cela se fera avec la coopération et la bonne volonté des gouvernements européens. Ce travail colossal qui consiste à réintroduire l'homme dans le monde, l'homme total, se fera avec l'aide décisive des masses européennes qui, il faut qu'elles le reconnaissent, se sont souvent ralliées sur les problèmes coloniaux aux positions de nos maîtres communs.*

Pour cela, il faudrait d'abord que les masses européennes décident de se réveiller, secouent leurs cerveaux et cessent de jouer au jeu irresponsable de la Belle au bois dormant[4]. »

Les peuples latino-américain nous proposent de nous battre côte à côte, sans nouvelle Mecque du socialisme pour nous indiquer le chemin. Car il est probable que les mêmes causes produisant les mêmes effets, la vague de mécontentement va aussi s'amplifier en Europe, en France, comme partout dans le monde, y compris aux États-Unis.

Alors le socialisme qu'est-ce que c'est ? Aujourd'hui cette aventure, où s'allient ce constat énoncé par Hugo Chávez : « *Il n'y pas de liberté politique sans contrôle des ressources naturelles*[5] » et la volonté d'un peuple, de ses dirigeants d'aller jusqu'au bout des conséquences d'une telle affirmation. Avec en prime, cette idée issue du syncrétisme cubain : ouvrons-nous au monde en devenir, acceptons ce qu'il nous apporte et faisons passer cet apport au prisme des tâches qu'il nous faut accomplir pour créer une patrie juste et libre. Le socialisme initié par le président Hugo Chavez sera-t-il celui du XXIe siècle ou tout simplement le socialisme dans le XXIe siècle, sans modèle, une aventure encore à advenir et dans laquelle nous pouvons tous prendre notre part ?

Pour conclure, je tiens à avertir le lecteur que ce livre écrit à plusieurs mains devait être à l'origine celui d'une seule auteure, moi-même, avec des collaborations, mais l'apport de Jacques-François Bonaldi s'est avéré fondamental. Ce qui n'a pas été sans poser problème parce que J.-F. Bonaldi, qui vit à Cuba depuis plus de trente-cinq ans, qui s'identifie totalement à son peuple et à sa Révolution et pour qui les textes de Fidel, qu'il a commencé à traduire en français dès son arrivée, sont pour lui, tout autant que de brillantes idées, un vécu admiratif devant les qualités de l'homme et du révolutionnaire, prépare un ouvrage bien plus complet sur le socialisme cubain[6]. Il m'a généreusement proposé de m'approprier les fruits de son travail, ce que j'ai refusé, bien sûr. Même si je suis consciente que ce livre n'est pas celui qui correspond à ses exigences, je l'ai prié de bien vouloir en être le co-auteur.

Nous devons remercier Nicole Amphoux et sa patience attentive et intelligente mise à retisser la trame d'un texte qui s'effilochait à tra-

vers des rédactions croisées. Merci pour avoir contribué aussi pleinement à ce que ce livre existe. Merci également à Michel Tregan qui a bien voulu travailler au montage final de cette édition.

Danielle Bleitrach
Mai 2007

I
PENSER PAR SOI-MÊME

1. Le socialisme comme une nécessité pour la survie de l'espèce

Dans la Révolution cubaine, on parle sans ambages de « justice sociale » parce que, les conditions de son exercice sont posées. En France, le mot fait peur. Autant que font peur les utopies.

C'est précisément sur la notion de « justice sociale » que Fidel ne cesse d'insister encore et toujours en tant que phénomène qui doit être consubstantiel à une révolution si elle veut être digne de ce nom. La justice sociale implique qu'il n'existe pas d'écarts scandaleux entre les revenus des uns et des autres, que l'enrichissement personnel ne soit pas l'aune à laquelle on mesure la « réussite », que les critères de celle-ci soient autres que ceux que ne cesse de véhiculer et d'exalter le capitalisme, notamment le capitalisme des sociétés de consommation développées qui ne peuvent mener si grand train que parce qu'elles appauvrissent corrélativement les sociétés du Tiers-monde dépendant et les maintiennent dans la pauvreté.

Il est donc impossible que, dans le monde contemporain, une société du Tiers-monde qui se veut socialiste atteigne ses objectifs ultimes en s'inspirant de ce capitalisme qui est précisément le contraire des valeurs qu'elle doit assumer à fond et sciemment. Fidel s'était déjà exclamé le 28 septembre 1986, à la clôture du Troisième Congrès des Comités de défense de la Révolution (CDR) :

> *Nous avons des difficultés, mais nous n'avons pas de maîtres ! Nous ne pouvons même pas répéter ce vers de Martí : « Je veux quand je mourrai, sans patrie mais sans maître… » Nous ne pouvons pas le répéter parce que nous n'avons pas de maître ; et*

pourtant nous avons une Révolution et nous avons une patrie. Et si nous devons mourir, nous aurons une patrie et nous mourrons pour elle, nous aurons une Révolution et nous mourrons pour elle, mais nous n'aurons aucun maître à notre mort et nous ne mourrons jamais en ayant un maître !

Voilà pourquoi je vous disais que, dans ces batailles, il faut faire très attention à ne pas se laisser berner, ni permettre que quelqu'un berne les masses, et qu'on ne mélange pas nos batailles pour la rectification et contre les tendances négatives, la bataille que nous livrons et que nous allons livrer toujours plus résolument avec les cochonneries contre-révolutionnaires, ou avec les philosophies baveuses de la contre-révolution et du capitalisme, qu'on ne mélange pas le bon grain avec l'ivraie, qui sont deux choses très différentes. Nous ne devons pas le permettre.

[…] Personne ne pourra venir ici nous tromper, nous confondre avec ses vieilles théories, avec ses théories putrides. Nous ne pouvons pas le permettre. Et il faut être prêts, nous devons être prêts... Nous devons être prêts pour cette lutte de nature idéologique pour que les ennemis de la Révolution ne fassent pas la moindre illusion[7].

Aujourd'hui, la gravité de la situation mondiale est telle que se pose désormais la question de la survie de la planète et de l'espèce. C'est un problème qui semble littéralement obséder Fidel Castro, au point que, quand le 30 janvier 2007, après de longs mois de maladie et de silence sur son état réel, il fait sa première réapparition télévisuelle en compagnie de Chávez, deux messages sont envoyés : le premier concerne l'alliance-intégration entre Cuba et le Venezuela, symbolisée par la rencontre des deux dirigeants, mais aussi par les portraits de Martí et de Bolívar ; le second est justement la préoccupation de Fidel sur le réchauffement climatique et la mise en danger de l'espèce. Pas question de sa santé, alors même que celle-ci a donné lieu aux spéculations les plus alarmistes[8], mais ce double message capital : l'humanité est en danger ; c'est de l'union des peuples du Sud contre un développement capitaliste que doit naître une solution[9].

À cette préoccupation du dirigeant cubain, répond comme en écho le discours de Chávez prononcé le 24 janvier 2007 au palais de Miraflores : « *Chaque jour, Fidel, chaque jour, compagnons et compagnes, notre unité grandit avec notre engagement de contribuer dans la mesure de nos possibilités à sauver l'espèce humaine. Dans sa lettre Fidel le dit de cette manière : le sauvetage de l'espèce humaine. Et pour sauver l'espèce humaine, il faut vaincre l'impérialisme nord-américain et tout autre impérialisme qui voudrait apparaître, il faut mettre en déroute le modèle capitaliste néolibéral ! Il faut les battre, c'est la grande bataille de ce siècle*[10] *!* »

En ce qui concerne Fidel, cette méditation sur l'avenir de l'humanité ne date pas de novembre 2005, du discours à l'Université, loin de là. Il suffit de lire ses interventions dès les premières années de la Révolution pour le constater, même s'il est vrai que sa prise de conscience s'est considérablement renforcée à partir des années 70, quand une série de tournées l'a conduit dans le reste du monde sous-développé, en particulier dans des pays africains[11] où la rencontre directe avec la misère du continent et avec ses terribles difficultés provoque de toute évidence en lui un choc humain et politique : on le sent bouleversé, oui, mais aussi scandalisé que ceci puisse arriver dans un monde regorgeant de tant de richesses. Ce qui le conforte dans une des idées clefs qu'il n'a cessé de répéter : le pire que pourrait faire l'humanité serait d'aspirer à une société de consommation type Premier monde, parce que ce modèle est non seulement impensable étendu aux six milliards d'habitants de notre planète, mais ne s'explique que par le fait que le reste du monde non développé engraisse de son travail et de ses matières premières l'embonpoint permanent des nantis. Il y a donc une injustice foncière dans ce modèle-là[12] !

Dès les années 1970, Fidel Castro agit en défense de l'humanité mais aussi et surtout à partir du Tiers-monde auquel il appartient. Il faut noter une constante chez lui et les Cubains : la reconnaissance d'une origine africaine et des terribles ravages subis par le continent où est née l'humanité. Cette vision ne le quitte pas.

« La société, l'humanité actuelle détruit une grande quantité de ressources naturelles. Nous avons le cas des États-Unis : des centaines et des centaines de

millions de tonnes de pétrole tous les ans, une société de consommation où on a inculqué aux individus l'idée absurde qu'ils doivent changer de voiture tous les ans. Destruction de minerais, destruction d'hydrocarbures. La consommation d'hydrocarbures ne cesse de croître dans le monde. […] Et la question de savoir comment l'humanité va trouver des sources de substitution à cette énergie n'est pas encore résolue, tant s'en faut. Et on détruit aujourd'hui le pétrole comme avant on détruisait les forêts. Les sociétés les plus avancées, les plus riches du monde capitaliste font un gaspillage extraordinaire de ressources tous les ans. Un jour l'humanité se lamentera de cette destruction, parce qu'elle aura besoin des hydrocarbures pour produire des vêtements, pour produire des chaussures, et même pour produire des aliments.

Le monde de l'avenir doit relever ce défi : le défi de l'empoisonnement de l'atmosphère, de l'empoisonnement des fleuves, des mers, de l'air. […] La lutte pour extraire des mers les aliments, l'exploitation débridée des ressources naturelles des mers. Il en est de même avec la terre, les problèmes de l'érosion… les millions de tonnes de la couche végétale qui partent dans les mers tous les ans. » [Fidel Castro, le 5 juin 1972, Université des science agricoles de Gödöllö (Hongrie), *in El futuro es el internacionalismo. Recorrido del comandante Fidel Castro por países de África y Europa socialista. 3 de mayo-5 de julio de 1972,* La Havane, 1972, Instituto Cubano del Libro, p. 207.)]

Le 12 juin 1992, Fidel Castro est intervenu au fameux Sommet de la Terre, autrement dit la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, à Rio de Janeiro (Brésil). Alors qu'une conférence scientifique internationale sur le réchauffement de la planète, tenue à Paris le 2 février 2007, et que le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), tenant séance début avril 2007 à Paris et à Bruxelles, ont lancé un cri d'alerte dramatique, on se doit de relire aujourd'hui ce qu'il disait voilà quinze ans :

> *Une importante espèce biologique risque de disparaître à cause de la liquidation rapide et progressive de ses conditions de vie naturelles : l'homme. Nous prenons aujourd'hui conscience de ce problème alors qu'il est presque trop tard pour l'empêcher. Il faut signaler que les sociétés de consommation sont les responsables fondamentales de l'abominable destruction de l'environne-*